



CAEN de Bretagne

27 novembre 2025

Compte-rendu

1. Approbation du procès-verbal

Le PV de la séance du 28 novembre 2024 est adopté à l'unanimité.

2. Bilan de la rentrée 2025 et perspectives 2025-2026

A. Enseignement scolaire – Académie de Rennes

1. Effectifs

La baisse démographique se confirme :

- - 7400 élèves en 2025, -6500 prévus en 2026 (1er et 2d degrés).
- L'arrivée de la baisse en classe de 6e est désormais une réalité.
- Gentrification accrue et attractivité du privé dans les zones urbaines, notamment en raison de l'absence de sectorisation.

2. Résultats aux examens

Présentation d'un diaporama (non détaillé dans le compte rendu).

3. Orientation

Présentation du diaporama.

4. Labellisation Lycée des métiers

Vote favorable, FO ne participe pas au vote.

B. Enseignement maritime – DIRM NAMO

1. Point sur la rentrée des lycées professionnels maritimes

Interventions de l'UNSA :

- Quelles actions concrètes sont mises en place pour développer l'intégration des filles dans les lycées maritimes bretons ?
→ Réponse : aucune action concrète pour le moment ; intention d'agir via stages et témoignages.
- Qu'est-ce que définit précisément la convention signée entre la DIRM NAMO, le rectorat et la DRAAF ?
→ Réponse : mise en réseau de dispositifs existants, partenariat à structurer, implication forte de la rectrice.

C. Enseignement agricole – DRAAF

1. Effectifs de rentrée

- Objectif ministériel : augmenter les effectifs d'ici 2030.
- +153 élèves en 2025 ; forte croissance des MFR ; quatre nouveaux CAP ouvriront en 2026.
- Difficultés persistantes dans le Finistère ; attractivité accrue de la filière scientifique Anabiotech.

2. Résultats aux examens

- Taux de réussite bretons supérieurs à la moyenne nationale, sauf pour les CAP.
- Augmentation des élèves avec aménagements et besoins éducatifs particuliers.

3. Insertion

Intervention de l'UNSA :

- Que met en place le ministère de l'Agriculture pour permettre aux enseignants d'adapter leurs pratiques pédagogiques afin de répondre à l'augmentation des EBEP ?
→ Réponse : l'offre de formation est construite à partir des besoins identifiés par les enseignants.

3. Mise en œuvre de la loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire

Trois volets présentés :

- Création du Bachelor Agro.
- Déploiement de contrats territoriaux pour ouvrir ou consolider certaines formations.
- Mise en œuvre du Programme national d'orientation et de découverte des métiers du vivant (PNOD).

4. Carte des formations professionnelles – Région et Académie

Le Conseil régional rappelle :

- Baisse de 1300 lycéens par an, tensions budgétaires, objectif de réindustrialisation.
- Nécessité d'une carte pluriannuelle (travaux dans le cadre du CREFOP).
- Principe : une ouverture = une fermeture, selon des critères (attractivité, insertion, maillage territorial...).
- La région affirme prendre en compte l'aménagement du territoire et les difficultés des lycées ruraux.

Interventions de l'UNSA

- Demande d'un groupe de travail (OS–Rectorat–DRAFPIC–Région) pour préparer les ouvertures et fermetures en amont du CAEN afin d'éviter des annonces vécues comme brutales.
- Existe-t-il un outil d'évaluation de l'impact de la carte des formations sur la mixité sociale et scolaire ?
- Comment rectorat et région prennent-ils en compte les effets des fermetures du public sur l'expansion du privé sous contrat ? L'offre privée est-elle considérée comme équivalente à celle du public ?
- Quelles sont les motivations exactes de la fermeture du BTS SAM à Bréquigny, incomprise par les personnels et la direction ?

→ Éléments généraux du débat

- FSU s'interroge sur la fermeture du Bac topographie de Brest malgré ses bons résultats.
- FO dénonce un ciblage disproportionné des LP.
- SUD demande pourquoi la fermeture du BTS SAM s'opère dans le public et non dans le privé.
- La DRAFPIC justifie les fermetures par la baisse du tertiaire, les contraintes territoriales et l'analyse des publics.
- Engagement du rectorat à accompagner les situations RH.
- Vote final :
 - Pour : 1
 - Contre : 14
 - Abstention : 6

5. Projet « Lycées 2040 »

- Travail conjoint rectorat–région, motivé par la Chambre régionale des comptes.
- Première phase : séminaire le 9 décembre.
- L'académie envisage des lycées-collèges regroupés dans les zones de forte baisse démographique.

6. Plan d'action immobilier 2026-2028

Point non traité.

7. Questions diverses

FO interroge la région sur la rénovation des logements du lycée Zola pour les assistants de langue ; difficultés liées aux loyers élevés.

La région évoque la possibilité de COP mais ne répond pas sur la rénovation.

Le rectorat indique avoir proposé une solution à l'unique assistant identifié, qui l'a refusée.